

INSTRUCTION N° 68-18 - B
du 7 Février 1968

CLASSEMENT
B

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

APPLICATION DE L'ARTICLE 81
DE LA LOI DE FINANCES POUR 1968 PORTANT

OUVERTURE, A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1968,
DU COMPTE DE COMMERCE
« CONSTRUCTIONS NAVALES DE LA MARINE MILITAIRE »

CLOTURE, AU 31 DECEMBRE 1967,
DU COMPTE DE COMMERCE « FONDS D'APPROVISIONNEMENT
DU SERVICE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES »

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

L'article 81 de la loi de finances pour 1968 (J. O. du 22 décembre 1967, p. 12480) porte ouverture, à compter du 1^{er} janvier 1968, du compte de commerce « Constructions navales de la marine militaire » (1), destiné à retracer les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des fabrications, réparations, études et recherches confiées à la Direction technique des constructions navales ; le compte reprend en balance d'entrée le solde des opérations antérieurement retracées au sein du compte de commerce « Fonds d'approvisionnement du service des constructions et armes navales (compte n° 12-007) » (2), lequel est clos au 31 décembre 1967.

(1) Affecté du n° 12-010 à la nomenclature des comptes des gestions 1967-1968 (instruction n° 67-118-R du 18 décembre 1967).

(2) A la nomenclature, ce compte figure sous l'intitulé « Opérations d'approvisionnement du Service des constructions et armes navales ».

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSIONS
GT TOM
6 2

PGS	TPG	DOM	SIA	PAA	PGM	PGT	TOM	PGA	TGE	AET	ATM
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

La mise en œuvre de ces dispositions entraîne les mesures suivantes :

I. — DESIGNATION DES ORDONNATEURS SECONDAIRES

Un arrêté du 11 janvier 1968 (1) habilite les ordonnateurs secondaires chargés d'effectuer des opérations de dépenses et de recettes sur le nouveau compte de commerce. Il s'agit :

Du Directeur des constructions et armes navales :

- à Cherbourg (Manche) ;
- à Brest (Finistère) ;
- à Lorient (Morbihan) ;
- à Toulon (Var).

Du Directeur de l'établissement des constructions et armes navales :

- à Paris ;
- à Guérigny (Nièvre) ;
- à Indret (Loire-Atlantique) ;
- à Ruelle (Charente) ;
- à Saint-Tropez (Var).

Du Chef du service interarmées de liquidation des transports à Paris ;

Du Chef du service de l'Intendance de la base de transit interarmées :

- « Manche » au Havre (Seine-Maritime) ;
- « Atlantique » à Bordeaux (Gironde) ;
- « Méditerranée » à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Du Chef du Commissariat de la marine à Fort-de-France (Martinique) ;

Du Directeur des Constructions et armes navales :

- à Papeete (Polynésie française) ;
- à Dakar (République du Sénégal) ;
- à Diégo-Suarez (République malgache) ;

Du Chef du service du commissariat de la marine à Casablanca (Maroc).

Le numéro codique attribué à chacun de ces ordonnateurs figure dans la note de service n° 67-480 - B 1 du 12 décembre 1967.

II. — ASSIGNATION CENTRALISEE

A. — Dispositions générales.

Aux termes de l'avant-dernier alinéa de l'article 81 de la loi précitée, « l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses du compte de commerce sont effectués par l'agent comptable des services industriels de l'armement ».

Bien entendu, les opérations de recettes et de dépenses exécutées par la Direction technique des constructions navales au titre du *budget général* doivent demeurer assignées :

- d'une part, conformément aux prescriptions de l'article 2 du décret n° 53-251 du 27 mars 1953, sur l'Agence comptable des services industriels de l'armement, lorsqu'elles seront prescrites par les ordonnateurs de cette direction ayant leur résidence administrative dans les anciens départements de Seine et de Seine-et-Oise ;
- d'autre part, sur les comptes principaux du Trésor, dans les autres cas.

(1) J.O. du 23 janvier 1968, p. 862.

C'est ainsi que doivent notamment continuer à être assignées sur la caisse des Trésoriers-Payeurs Généraux de Métropole, à l'exception de celles visées au § C 1 a) ci-dessous, les dépenses de soldes, traitements et salaires des ouvriers sous statut, dont l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 interdit l'imputation directe à un compte de commerce.

B. — Dispositions particulières aux recettes.

Les recettes du nouveau compte de commerce sont opérées dans les mêmes conditions que celles applicables aux recettes de l'ancien compte.

Les recettes concernant le compte de commerce n° 12-007 clôturé le 31 décembre 1967, qui pourraient être encaissées après cette date, seront attribuées au nouveau compte de commerce par l'agent comptable des services industriels de l'armement.

C. — Dispositions particulières aux dépenses.

Une distinction doit être faite selon que les dépenses imputables au nouveau compte de commerce sont exécutées par les ordonnateurs de la Métropole, ou par ceux installés hors Métropole.

1° MÉTROPOLE

L'assignation sur l'Agence comptable nécessite le transfert des dossiers et documents relatifs aux opérations de dépenses réglées jusqu'à la gestion 1967, sur le budget général ou sur le compte n° 12-007 par les Trésoriers-Payeurs Généraux :

- de la Manche pour le port de Cherbourg ;
- du Finistère pour le port de Brest ;
- du Morbihan pour le port de Lorient ;
- du Var pour le port de Toulon et l'établissement des constructions et armes navales de Saint-Tropez ;
- de la Charente pour l'établissement des constructions et armes navales de Ruelle ;
- de la Loire-Atlantique pour l'établissement des constructions et armes navales d'Indret ;
- de la Nièvre pour l'établissement des constructions et armes navales de Guérigny.

Pour les dépenses dont il se trouve dessaisi, chaque Trésorier-Payeur Général doit transmettre au nouveau comptable assignataire les dossiers des oppositions, cessions, saisies-arrêts et significations de toute nature grevant les dépenses considérées, ainsi que les documents relatifs aux marchés :

- dossiers de nantissement appuyés de la copie conforme du marché formant titre ;
- fiches de paiement établies pour chacun des marchés en cours de règlement au moment du transfert, ainsi que l'exemplaire, ou les deux exemplaires dans le cas où aucun paiement n'est encore intervenu, de chaque marché.

Ce transfert concerne les opérations suivantes :

a) Dépenses de personnel.

Il s'agit exclusivement des salaires versés aux *ouvriers en régie directe*, jusqu'ici imputés sur des *chapitres de matériel* du budget général. A partir de la gestion 1968, ces salaires sont directement imputés sur le nouveau compte de commerce.

La Direction technique des constructions navales a fait établir, pour être communiquée à chaque Trésorier-Payeur Général intéressé, la liste nominative des ouvriers concernés.

b) Dépenses de matériel.

De même, la Direction technique des constructions navales a fait établir une liste de tous les marchés non soldés à la fin de la gestion 1967, imputables au nouveau compte de commerce à partir de la gestion 1968, et qui étaient jusqu'ici imputables :
— soit sur les chapitres de ladite direction prévus aux titres III et V de la section « Marine » du budget des Armées ;
— soit au compte n° 12-007.

Cette liste, établie par ordonnateur, fait apparaître pour chaque marché :

- le numéro ;
- la date de notification ;
- le nom du titulaire.

Elle est établie en deux exemplaires destinés, l'un au Trésorier-Payeur Général jusqu'ici assignataire, l'autre à l'Agent comptable.

Par ailleurs, afin d'éviter l'établissement d'avenants, la Direction technique des constructions navales a également prévu l'envoi, par l'ordonnateur compétent pour la gestion 1967, d'une lettre, en double exemplaire, aux titulaires des marchés en cause pour les informer des changements survenus dans la désignation de l'ordonnateur (Ports de Cherbourg, Brest, Lorient et Toulon, ainsi que l'établissement de Saint-Tropez) et du comptable assignataire, un exemplaire de cette lettre étant destiné, le cas échéant au créancier nanti.

2° HORS MÉTROPOLÉ

- Les comptables principaux du Trésor à Fort-de-France, Papeete, Rabat, Dakar et l'agent payeur à Diégo-Suarez près les postes d'ordonnateurs secondaires institués hors métropole sont appelés à intervenir dans l'exécution des opérations du nouveau compte de commerce des constructions navales de la marine militaire, suivant les modalités précisées par la lettre-commune n° 2834-2561 du 9 février 1953.

Ils assument le recouvrement des produits au vu des copies des titres de perception émis localement sur la caisse de l'agent comptable des services industriels de l'armement.

Les mandats de paiement délivrés dans la limite des autorisations de dépenses par les ordonnateurs secondaires accrédités, leur sont transmis appuyés des justifications réglementaires de service fait. Après contrôle de la régularité des pièces de dépense, ils procèdent au règlement sans qu'il soit besoin d'un visa préalable des services de l'Agent comptable des Services industriels de l'Armement.

- Par ailleurs, les procédures d'exécution des opérations financières publiques à l'étranger demeurent applicables aux dépenses affectant le compte de commerce effectuées à l'étranger par l'intermédiaire de comptables spéciaux : le Trésorier-Payeur Général pour l'étranger, l'agent comptable des avoirs du Trésor à l'étranger, l'agent comptable des traites de la marine.

III. — REGIES D'AVANCES ET REGIES DE RECETTES

Les régies d'avances et de recettes créées auprès :

- de la Direction Technique des Constructions et Armes Navales en Métropole, au Sénégal et à Madagascar ;
- de la Direction du Commissariat de la Marine à Papeete (Polynésie Française), sont autorisées, en vertu d'arrêtés en cours de signature, à effectuer des opérations au titre du compte de commerce, compte tenu des précisions suivantes :

1° Régies d'avances.

L'un des arrêtés susvisés procède à une répartition de l'avance allouée à chacun des régisseurs des Directions et Etablissements en Métropole, compte tenu de l'importance respective des dépenses imputables à partir de la gestion 1968 :

- au budget général du Ministère des Armées, et qui restent assignées sur les Trésoriers-Payeurs Généraux ;
- au nouveau compte de commerce, et dont l'assignation est centralisée sur la caisse de l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement.

Par contre, cette distinction n'a pas à être faite pour les régies fonctionnant outre-mer, étant donné que le comptable, assignataire des dépenses imputables sur le budget général, règle les dépenses imputables au compte de commerce pour le compte de l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement.

2° Régies de recettes.

En Métropole, les recettes imputables au budget général feront l'objet d'un titre de perception pris en charge par le comptable assignataire. Celles imputables au compte de commerce donneront lieu à l'établissement d'un titre de perception assigné sur l'Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement. Le montant en sera versé directement à ce Comptable.

Pour les régies fonctionnant outre-mer, les recettes effectuées au titre du compte de commerce seront versées au Trésorier local, à l'appui d'une copie du titre de perception délivré par l'ordonnateur. Le comptable assignataire transférera ensuite ces recettes à l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement.

D'ores et déjà, les Trésoriers-Payeurs Généraux actuellement assignataires voudront bien transférer à l'Agent comptable des services industriels de l'armement, les dossiers d'oppositions, saisies-arrêts, cessions et significations de toute nature susceptibles de grever les salaires des ouvriers en régie directe, dont les salaires, imputés jusqu'à maintenant sur des chapitres de matériel du budget général, doivent désormais être imputés au compte de commerce, et, par suite, assignés sur la caisse de l'Agent comptable des Services industriels de l'armement (cf. II, C 1, a, ci-dessus).

IV. — DISPOSITIONS COMPTABLES

1° Compte 12-007.

Les provisions qui ont pu être constituées au cours de l'exercice 1967 au titre de ce compte doivent être régularisées par la production des pièces justifiant l'exécution des commandes correspondantes. Il est précisé que les provisions correspondant à des marchés ou à des commandes en cours d'exécution à la date du 31 décembre 1967 devront être reprises au 1^{er} janvier 1968 en balance d'entrée au nouveau compte.

2° Compte 12-010.

Les recettes encaissées et les dépenses payées par les comptables du Trésor au titre du compte de commerce « Constructions navales de la marine militaire » postérieurement au 1^{er} janvier 1968 seront imputées respectivement aux comptes :

- 13-001 « Recettes à transférer à l'Agent comptable des Services industriels de l'armement : opérations sur compte de commerce » ;
- et 14-002 « Paiements à transférer à l'Agent comptable des Services industriels de l'armement : opérations sur compte de commerce ».

Afin d'isoler les opérations concernant le compte précité de celles afférentes aux autres comptes de commerce, les comptes 13-001 et 14-002 comportent une subdivision nouvelle intitulée : « Constructions navales de la marine militaire ».

Il est rappelé que ces comptes comportent déjà les quatre subdivisions suivantes :

- 1° Fabrications d'armement ;
- 2° Opérations d'approvisionnement de la Direction technique des constructions aéronautiques ;
- 3° Réparations de matériels aériens pour le compte des pays membres de l'O.T.A.N. ;
- 4° Aide technique militaire à divers Etats étrangers.

Les comptables, lors de la préparation de leurs transferts, ne manqueront pas de classer les pièces justificatives en tenant compte de ces subdivisions.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

JEAN FARGE